

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 25/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

POLYCOR FRANCE

Corgoloin

Références : 2023-289
Code AIOT : 0005400098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement POLYCOR FRANCE implanté Barberet 21700 Corgoloin. L'inspection a été annoncée le 28/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYCOR FRANCE
- Barberet 21700 Corgoloin
- Code AIOT : 0005400098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Un arrêté préfectoral du 29 juillet 2005 a autorisé l'exploitation par la société ROCAMAT d'une carrière à ciel ouvert de calcaire située à Corgoloin . L'autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 15 ans, soit jusqu'en juillet 2020. L'autorisation d'exploiter a été transférée à la société POLYCOR France par arrêté préfectoral du 15 novembre 2018. Une prolongation de 5 ans de la durée d'autorisation a été accordée par arrêté préfectoral du 2 décembre 2019, soit jusqu'en juillet 2025.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Aucun

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 41	/	Sans objet
4	Instabilité du front	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gradins	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 22.2	/	Sans objet
3	Cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 22.1	/	Sans objet
5	Production	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 2	/	Sans objet
6	Belvédère	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 25.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Accès routier	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan topographique est incomplet. Un front sur la gauche de la piste, à l'entrée de la carrière, présente des fractures et des instabilités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 41
Thème(s) : Situation administrative, Plan topographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet article a été modifié par arrêté préfectoral du 2 décembre 2019.</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m, - les limites de la bande de protection d'au moins dix mètres mentionnée à l'article 19, - les limites de la zone d'extraction, de la zone d'implantation des installations, - les limites des zones de stockage des déchets d'extraction et des zones de stockage des matériaux (station de transit), - les fronts et les banquettes, - les courbes de niveau, les cotes du terrain naturel sur le pourtour de la carrière et les cotes d'altitude des points significatifs, - la position des dispositifs de clôture ou des dispositifs équivalents, - l'emplacement des bornes, - les éventuelles zones boisées, zones défrichées non décapées, zones décapées, et les zones remblayées, - les zones remises en état et la nature de la remise en état effectuée, - les limites des phases d'exploitation, - l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de la carrière, - les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière, - les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et les pistes de circulation qui mènent au fond de fouille et aux fronts en précisant leur pente. - la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
Constats : L'exploitant a transmis un plan topographique en date du 14/04/2023.

<p>Le plan comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - partiellement, les limites du périmètre et de la bande de protection ; - les fronts et les banquettes ; - les courbes de niveau ; - les zones boisées ; - les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et les pistes de circulation qui mènent au fond de fouille et aux fronts en précisant leur pente. <p>Les autres éléments attendus sur le plan sont absents. En particulier, les cotes d'altitude des points significatifs sont absentes (ce qui ne permet pas le contrôle de certaines dispositions applicables) ainsi que la localisation des piézomètres.</p> <p>Deux piézomètres ont été réalisés sur la carrière en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p> <p>Par courriel du 21/07/2023 et suite aux remarques formulées lors de l'inspection, l'exploitant a transmis le plan topographique du 14/04/2023 complété avec des cotes ponctuelles en pied et en haut de chaque front. Ces éléments sont utilisés pour la rédaction du présent rapport.</p> <p>NON-CONFORMITE : Tous les éléments attendus ne figurent pas sur le plan (version transmise initialement, et version modifiée transmise le 21/07/2023).</p>
<p>Observations : Au cours des échanges sur le contenu du plan durant la visite, l'exploitant a indiqué que l'un des piézomètres des piézomètres a été involontairement endommagé mais doit être déplacé prochainement.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le piézomètre endommagé, s'il est abandonné, doit être comblé selon les règles de l'art (notamment celles figurant dans l'arrêté ministériel du 11/09/2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 22.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet article a été modifié par arrêté préfectoral du 2 décembre 2019. - Pierre ornementale Les matériaux sont extraits à l'aide d'une foreuse, ou découpés avec du fil diamanté ou une haveuse rouilleuse. L'extraction est réalisée sur un gradin de 7 à 8 mètres. - Gisement pour la production de granulats Les matériaux sont extraits par tirs de mine en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 7,5 m en cours d'exploitation. L'extraction se fait sur 3 gradins.
Constats : D'après, le plan topographique du 14/04/2023 complété, la carrière est constituée de 5 gradins dont la hauteur est de 11 mètres (293-304 m NGF), 13 mètres (281-294 m NGF), 13 mètres (274-287 m NGF), 7 mètres (264-271 m NGF) et de 7 mètres (257-264 m NGF). Les deux gradins de 7 mètres sont utilisés pour produire de la pierre ornementale tandis que les trois autres gradins sont utilisés pour la production de granulats. Par sondage, il n'est pas identifié de largeur de banquette insuffisante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 22.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet article a été modifié par arrêté préfectoral du 22 janvier 2018. Le carreau de la carrière ne descend pas en dessous de la cote 255,70 mètres NGF.
Constats : Il est constaté sur le plan topographique du 14/04/2023 complété que la cote minimale d'extraction se situe à 257,4 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Instabilité du front

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.
Constats : NON-CONFORMITE : Le front sur la gauche de la piste, à l'entrée de la carrière, présente des fractures et des instabilités.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet article a été modifié par arrêté préfectoral du 2 décembre 2019. La carrière est destinée à l'extraction de : <ul style="list-style-type: none">• roche ornementale à raison d'une production marchande annuelle moyenne de 1 000 m³ (2 000 t) et maximale de 1 500 m³ (3 000 t),• granulats calcaires à raison d'une production maximale de 75 000 t/an
Constats : L'exploitant déclare la production suivante : <ul style="list-style-type: none">- pour l'année 2022 : 2090 t de roche ornementale et 24650 t de granulats- pour l'année 2023 (de janvier à juillet) : 357 m³ (970 t) de roche ornementale et 0 t de granulats. Une campagne de concassage de granulats est prévue en septembre pour une quantité d'environ 25000 t. Le but premier de l'extraction est la production de roche ornementale, les stériles de découverte et les stériles de production sont considérés par l'exploitant comme des coproduits utilisés en granulats, béton... La commercialisation des stériles est estimée nécessaire par l'exploitant pour des contraintes de place sur la carrière mais aussi de rentabilité du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Belvédère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 25.2
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'aménagement du terril Nord-Est (sa réalisation aura lieu à l'issue de tous travaux d'exploitation de carrière) : <ul style="list-style-type: none">• ce terril est conservé et mis en valeur pour son intérêt didactique dans l'histoire des carrières du bassin de COMBLANCHIEN,• le chemin d'accès à la rampe localisée sur le côté intérieur à la zone exploitable est aménagé pour garantir la sécurité du public. Des marches sont réalisées dans les pentes fortes et une main courante est installée de chaque côté de l'accès,• les gros blocs dans les talus sont stabilisés et des pancartes sont posées pour signaler l'interdiction d'escalader en dehors du sentier balisé,• la plate forme située au sommet est sécurisée et un cheminement bordé par un merlon jusqu'au belvédère est aménagé,• en tout état de cause les conditions d'accès au public devront faire l'objet au préalable d'une étude spécifique de sécurité qui se traduira par la transmission d'un porter à connaissance dans les formes prévues par la réglementation en vigueur.
Constats : Le belvédère n'est pas aménagé à ce stade, toutefois, le 29/03/2022, l'exploitant a sollicité le renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Ainsi, conformément aux dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, "la remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter". Dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploiter sollicité, l'exploitant prévoit de réaliser les aménagements nécessaires au cours de la première phase quinquennale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Accès routier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Accès routier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : Le site dispose de trois accès : l'entrée principale par la RD974 (ex RN74), l'accès secondaire qui rejoint la RD 115 (utilisé pour aller vers la carrière de Rocherons) au nord et l'accès sud-ouest qui est condamné, barré d'un bloc. L'accès à la RD974 (ex RN74) est aménagé par un cedez-le-passage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet